

Note

« Migrations intérieures des Québécois d'expression française, 1981-1986 et 1986-1991 »

Michel Paillé

Cahiers québécois de démographie, vol. 29, n° 1, 2000, p. 147-167.

Pour citer cette note, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/010279ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

Migrations intérieures des Québécois d'expression française, 1981-1986 et 1986-1991

Michel PAILLÉ *

Dans le rapport qu'il a rendu public en mars 1996, le Comité interministériel sur la situation de la langue française (CISLF) faisait état, à plus d'une reprise, de quelques conséquences dues à deux phénomènes démographiques qui caractérisent la région métropolitaine de Montréal. Les neuf signataires ont écrit qu'à Montréal, « la concentration allophone, ajoutée à l'exode francophone vers les banlieues, crée une situation particulière qui appelle une concertation urgente des divers intervenants, publics ou privés » (CISLF, 1996 : 232). L'une des conséquences qui a davantage intéressé le Comité concerne les écoles françaises de la région montréalaise :

il y a lieu de se demander comment les écoles primaires et secondaires de langue française de la région métropolitaine de Montréal peuvent assumer pleinement leur rôle de francisation et de socialisation des jeunes allophones dans un contexte où le poids relatif des élèves dont le français est la langue maternelle ou d'usage continue de diminuer. Et que faire dans le cas des écoles où les populations sont majoritairement non francophones ? (CISLF, 1996 : 140-141.)

S'interroger sur les diverses conséquences de la dispersion de la population de la région métropolitaine de Montréal dans un rayon de plus en plus grand à partir de l'Île-de-Montréal n'est pas nouveau. On l'a fait plusieurs fois bien avant le rapport du CISLF. C'est le cas notamment de Collin et Mongeau, qui considèrent qu'au fur et à mesure « que s'affirme l'urbanité de la banlieue, l'intensité des relations des banlieusards avec le vieux

* Direction des études et recherches, Conseil de la langue française, Québec.

¹ Nous employons la majuscule et les traits d'union pour distinguer la région de l'île; la région comprend celle-ci ainsi que l'île Bizard.

noyau urbain va en s'amenuisant » (1992 : 6), de sorte que la population des banlieues risque de « devenir insensible aux problèmes spécifiques de la vieille ville » (*ibid.* : 15).

Les interrogations du CISLF ont conduit le gouvernement du Québec à formuler ses intentions de rechercher « des moyens de contrer l'étalement urbain des francophones dans la région de Montréal » (MCC, 1996 : 60). En cela, l'énoncé de politique gouvernemental reprenait la proposition du Groupe de travail sur Montréal et sa région (GTMR), soutenue par l'idée qu'une dispersion trop forte de la population « engendre des coûts collectifs et risque d'affaiblir la vitalité économique de la zone centrale » (GTMR, 1993 : 81).

Dans le cadre d'un mandat polyvalent d'avis, d'études, de recherches et d'informations, le Conseil de la langue française a voulu mettre à jour et approfondir cette question des migrations interrégionales des groupes linguistiques au Québec. Couvrant les années 1980, cette étude cible plus particulièrement la région métropolitaine de Montréal². La concentration des francophones autour de l'Île-de-Montréal est partiellement le résultat net d'échanges migratoires entre diverses régions, non seulement des francophones, mais aussi des anglophones et des allophones. Toutefois, dans cette note de recherche, nous nous limitons presque exclusivement aux francophones (tableau 3).

Après un examen sommaire des sources de recensement que nous comptons utiliser, nous ferons état de la propension à migrer des francophones pour chacune des régions d'origine. Ensuite, nous dresserons le bilan migratoire de chaque région en distinguant les gains, les pertes et les soldes. Enfin, nous décrirons, pour chacune des régions de départ, les choix des francophones quant à leur région de destination.

SOURCES ET DÉCOUPAGE TERRITORIAL

Données des recensements sur la migration

Dans cette note, nous allons tirer profit des recensements canadiens, où l'on interroge les personnes sur leur lieu de résidence cinq ans avant la tenue de chaque recensement. Par exemple, à celui de 1991, l'une des questions du formulaire 2B adressé à un ménage sur cinq se lisait comme suit : « Où cette

² Ce sujet a été abordé de manière sommaire pour la période quinquennale 1986-1991 (Paillé, 1996).

personne habitait-elle *il y a 5 ans*, c'est-à-dire le 4 juin 1986 ³ ? ». Ainsi, à partir de tableaux personnalisés provenant des recensements de 1986 et de 1991, nous pourrions faire l'étude des migrations intérieures qui ont eu lieu sur le territoire du Québec au cours des périodes quinquennales 1981-1986 et 1986-1991.

Ces données ne peuvent rien révéler sur le temps écoulé entre la migration et le recensement qui suit. Dans certains cas, la migration aura eu lieu depuis presque cinq ans, tandis que dans d'autres elle sera très récente. De plus, ce type d'information ne vaut que pour des périodes quinquennales. En effet, on obtiendrait des résultats très différents si l'on avait, par exemple, une longue série de données annuelles. C'est donc dire que nos données ne tiennent pas compte des déplacements intermédiaires qui auraient pu survenir entre 1981 et 1986 et entre 1986 et 1991. Dans le cas d'un retour dans la région d'origine, la migration ne pourra pas être perçue.

Il s'ensuit également que les personnes décédées entre leur migration régionale et le recensement qui a suivi échappent à l'observation. Les cas de toute personne ayant migré vers une autre province ou vers un autre pays entre une première migration interrégionale et le recensement suivant s'apparentent à ces cas de décès. Il en est de même pour tous les enfants de moins de cinq ans recensés en 1986 et en 1991; dans leur cas, il nous faudrait comparer leur lieu de naissance avec leur lieu de résidence au premier recensement qui les a dénombrés ⁴. Nous avons donc ce que l'on appelle des *migrations résultantes survivantes* (Pressat, 1979), qui ne concernent que la population âgée de 5 ans et plus en 1986 et en 1991.

Étant donné que nos informations proviennent d'un échantillon de 20 pour cent de la population canadienne qui exclut les pensionnaires d'institutions, toutes les données portant sur la population âgée de 5 ans et plus en 1986 et en 1991 sous-estiment quelque peu la population recensée ⁵. À cette légère sous-estimation s'ajoute un inévitable sous-dénombrement net

³ Statistique Canada, 1992a : 55; caractères gras dans le texte (en italiques ici).

⁴ Les coûts d'acquisition et d'exploitation de ces données ont été jugés trop élevés compte tenu de l'information marginale qu'elles ajoutent. Il en est de même pour la question portant sur le lieu de résidence un an avant le recensement.

⁵ Aux recensements de 1986 et de 1991, l'écart entre l'échantillon de 20 pour cent et les données intégrales était de 1,19 pour cent et de 1,24 pour cent respectivement.

propre à tout recensement ⁶, en plus des différences régionales consécutives à la pondération des données (Statistique Canada, 1993 : 4).

Découpage territorial

L'étude des migrations interrégionales oblige tout naturellement à élaborer un découpage territorial des données. Nous avons quadrillé le territoire du Québec en six régions. Étant donné notre intérêt pour la dimension linguistique de la région de Montréal, cinq de ces six régions fragmentent la « région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal » tandis que la sixième — l'extérieur de la RMR de Montréal ⁷ — regroupe tout le reste du territoire. Les cinq régions qui composent la région métropolitaine de Montréal sont l'Île-de-Montréal (ou Communauté urbaine de Montréal : CUM), Laval, la municipalité régionale de comté (MRC) de Champlain, la Rive-Nord et la Rive-Sud.

Nos données sur la région métropolitaine sont donc ventilées de façon à identifier un centre (la CUM), une banlieue immédiate (Laval et la MRC Champlain ⁸) — ces deux premières pouvant former ensemble un « centre élargi » — et une banlieue éloignée (la Rive-Nord et la Rive-Sud) fragmentée par des cours d'eau et par la MRC Champlain (carte 1). Comme tout découpage géographique, le nôtre a ses limites. Une partie de la réalité nous échappera, notamment les mouvements migratoires entre la ville de Montréal et les banlieues de l'île ⁹ ainsi que ceux des populations établies tout juste à l'extérieur de la périphérie de la RMR de Montréal.

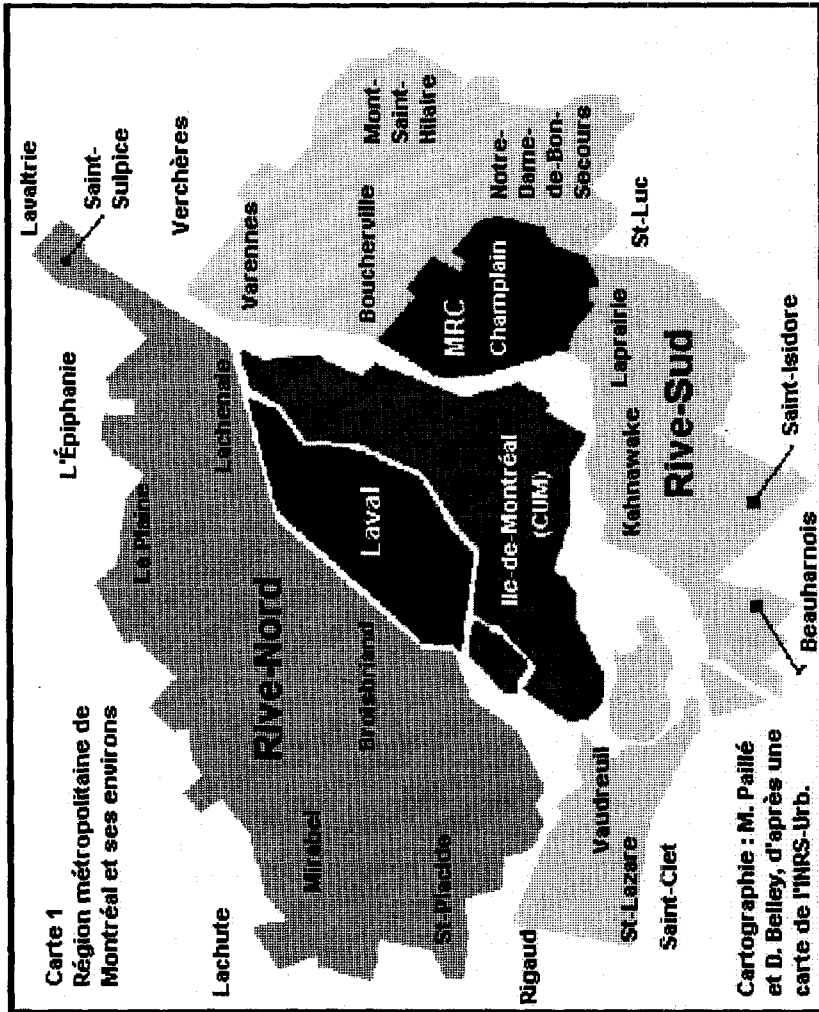
Il va sans dire que notre étude ne vaut que pour le découpage géographique retenu. En effet, un découpage plus fin donnerait plus de migrants interrégionaux, tandis qu'un découpage plus grossier en réduirait le nombre. Par exemple, fragmenter l'extérieur de la RMR en diverses régions ferait voir des mouvements migratoires qui apparaissent dans nos données comme des

⁶ L'estimation du sous-dénombrement net aux recensements de 1986 et de 1991 est de 2,40 pour cent et de 2,54 pour cent respectivement (Statistique Canada, 1996 : 13).

⁷ Comme c'est la seule RMR du Québec dont il sera question dans cette note, nous ne précisons pas à chaque mention qu'il s'agit de la RMR de Montréal.

⁸ Elle est formée des six municipalités suivantes : Brossard, Greenfield Park, LeMoynes, Longueuil, Saint-Hubert et Saint-Lambert.

⁹ Le concept d'étalement urbain peut également s'appliquer à une migration au sein d'une même ville si la population migrante passe d'un quartier dense à un nouveau quartier plutôt éloigné et à densité moindre.



déplacements entre municipalités. Par contre, confondre la MRC Champlain avec la Rive-Sud en éliminerait plusieurs.

Les questions des recensements sur la langue

Un changement dans l'ordre des questions sur la langue au recensement de 1991, dans le but de réduire le plus possible les déclarations multiples (Statistique Canada, 1992b : 6-7), a modifié de manière importante le poids relatif des trois groupes linguistiques que l'on retient généralement en démoulinguistique : francophones, anglophones et allophones. Conséquemment, Statistique Canada recommande la prudence dans toute comparaison entre les données du recensement de 1991 et celles des recensements qui précèdent (*ibid.* : 7).

Dans nos tableaux, les déclarations multiples sur la langue habituellement parlée à la maison pour la population âgée de 5 ans et plus sont passées de 322 025 en 1986 (5,4 pour cent) à 116 460 en 1991 (1,8 pour cent), soit une chute de près de 64 pour cent (tableau 1). Toute comparaison entre les données linguistiques de ces deux recensements est donc problématique, surtout en ce qui a trait aux allophones, dont le nombre a augmenté de 33,4 pour cent en cinq ans seulement (de 252 690 à 337 130). Sans doute de nombreux allophones n'ont-ils donné qu'une réponse à la question sur la langue d'usage à la maison en 1991 alors qu'ils auraient mentionné plus d'une langue si on leur avait présenté le même questionnaire qu'en 1986.

TABLEAU 1 — Population de 5 ans et plus selon la langue habituellement parlée à la maison, Québec, 1986 et 1991

Recensement	Langue habituellement parlée à la maison				Total
	Français	Anglais	Autres	Doubles et multiples	
1986	4 812 715	629 985	252 690	322 025	6 017 415
%	80,0	10,5	4,2	5,4	100,0
1991	5 198 260	667 570	337 130	116 460	6 319 430
%	82,3	10,6	5,3	1,8	100,0
Changement relatif (%)	8,0	6,0	33,4	-63,8	5,0

Source : Statistique Canada, 1995a et 1995b.

Dans le cas des francophones, l'impact du changement apporté au questionnaire du recensement de 1991 est minime. En effet, nous avons calculé qu'une répartition des déclarations multiples dans le but de former les trois groupes linguistiques habituels ajouterait aux francophones qui n'ont donné qu'une réponse à peu près la même proportion de ces déclarations aux deux recensements, soit 40 pour cent en 1986 et 38 pour cent en 1991. Ce n'est pas le cas des anglophones et des allophones. En effet, les premiers se verraient retrancher 5 points de pourcentage en 1991 comparativement à 1986 (36,3 pour cent au lieu de 41,3 pour cent), tandis que les seconds recevraient 7 points de plus (25,7 pour cent au lieu de 18,6 pour cent)¹⁰.

Conséquemment, nous ferons ici l'étude des migrations intérieures des personnes qui n'ont déclaré que le français comme langue habituellement parlée à la maison. Le choix de la langue d'usage, de préférence à la langue maternelle, a été déterminé par diverses raisons qu'il n'y a pas lieu de développer ici. Toutefois, retenons que « [c]'est la langue d'usage, bien plus que la langue maternelle, qui détermine les mouvements migratoires » (Termote et Gauvreau, 1988 : 193).

LA PROPENSION À MIGRER

Le tableau 2 présente la population francophone âgée de 5 ans et plus selon son statut migratoire interrégional pour les deux périodes quinquennales des années 1980. On y distingue les personnes qui ont quitté l'une des six régions du Québec de celles qui, présentes au début de chaque lustre ¹¹, n'ont pas changé de région de résidence. La proportion de francophones qui ont migré est également donnée pour chacune des régions. Ces pourcentages expriment une probabilité de migrer d'une région à une autre.

¹⁰ Nous avons obtenu ces résultats en partageant les déclarations multiples de manière égale entre les groupes linguistiques concernés. Les calculs ont été effectués à partir des données générales portant sur l'ensemble de la population (Statistique Canada, 1989 et 1992b).

¹¹ Il faut noter que la population de chaque région au début de chaque période quinquennale ne comprend pas les personnes arrivées durant cette période; il s'agit des immigrants venus du reste du Canada ou de l'étranger. Ces personnes sont soustraites parce que les mouvements migratoires interrégionaux qu'elles auraient pu faire entre leur établissement au Québec et le recensement suivant échappent à l'observation.

TABLEAU 2 — Population (5 ans et plus) de langue d'usage française (déclarations uniques) selon son comportement migratoire interne, Québec et régions, 1981-1986 et 1986-1991

Période quinquennale et région d'origine	Comportement migratoire			Total
	Migrants		Non-migrants ^a	
	N	%		
1981-1986				
CUM	101 400	11,3	798 045	899 445
Laval	22 795	11,8	170 305	193 100
Rive-Nord	26 870	13,0	179 105	205 975
MRC Champlain	27 210	13,9	168 015	195 225
Rive-Sud	27 670	12,6	192 145	219 815
Reste du Québec	126 800	4,2	2 924 805	3 051 605
Total	332 745	7,0	4 432 425	4 765 170
1986-1991				
CUM	160 215	16,7	797 690	957 905
Laval	42 355	18,8	183 190	225 545
Rive-Nord	36 245	14,2	218 475	254 720
MRC Champlain	39 290	17,8	181 595	220 885
Rive-Sud	40 140	15,3	221 945	262 085
Reste du Québec	112 760	3,5	3 091 095	3 203 855
Total	431 005	8,4	4 693 985	5 124 990

Source : Statistique Canada, 1995a et 1995b.

a. Le total exclut les personnes absentes au début des périodes quinquennales (migrants internationaux et interprovinciaux).

On remarque d'emblée que le nombre de migrants intérieurs a beaucoup augmenté d'un lustre au suivant. En effet, la période 1986-1991 compte 431 000 migrants, ce qui signifie une hausse de 29,5 pour cent du nombre de francophones qui ont migré par rapport à la période quinquennale précédente. Alors que 7 francophones sur 100 ont changé de région de résidence au cours de la période 1981-1986, 8,4 pour cent ont fait de même de 1986 à 1991. Il s'agit là d'une reprise car « le taux de migration a baissé entre 1976-1981 et 1981-1986 pour chaque flux origine-destination et chaque groupe linguistique » (Termote, 1994 : 113). Nul doute que la conjoncture économique, beaucoup plus favorable à la migration à la fin des années 1980, y fut pour quelque chose. Ce constat infirme l'hypothèse voulant que l'étalement urbain dans la région de Montréal soit chose du passé et que les défis régionaux « se situent maintenant au niveau de la qualité de l'aménagement » (Côté, 1990 : 39).

Il ne faut pas s'étonner du fait que les francophones de l'extérieur de la RMR aient été les moins mobiles. Comme nous ne tenons pas compte des mouvements migratoires qui ont eu lieu à l'intérieur de cette vaste région, il s'ensuit que les données du tableau 2 ne présentent que les migrations à destination de la région métropolitaine de Montréal. Par conséquent, la proportion de francophones qui ont émigré a été faible et relativement stable au cours des années 1980 : à peine 4 francophones sur 100 ont élu domicile dans la région métropolitaine de Montréal en provenance de l'extérieur de la RMR durant la période 1981-1986; à la période suivante, le taux diminue à 3,5 pour cent. D'ailleurs, c'est la seule région qui présente une baisse du nombre absolu de ses émigrants, soit 14 000 de moins (ou - 11,1 pour cent).

C'est dans la MRC Champlain que l'on trouve la plus forte propension à migrer ailleurs au Québec durant le premier lustre. Avec un pourcentage d'émigrants de près de 14 pour cent au début de la décennie et de près de 18 pour cent à la fin, on peut calculer une croissance de 44,4 pour cent du nombre de migrants francophones originaires de la MRC Champlain. Durant la période quinquennale 1981-1986, les francophones des îles de Montréal et Jésus arrivaient au dernier rang des sous-régions de la région métropolitaine. Au lustre suivant, Laval se démarque nettement, prenant la tête de toutes les régions, avec un taux de migration de sa population francophone de 18,8 pour cent. C'est ce qui explique que cette ville-région ait fait le bond relatif le plus important, augmentant le nombre de ses émigrants d'expression française de près de 86 pour cent. Au contraire, la Rive-Nord progresse moins que toutes les autres sous-régions, avec une augmentation relative de ses émigrants francophones de 35 pour cent. Enfin, l'Île-de-Montréal, qui était la dernière des sous-régions de la RMR au début de la décennie, avec un taux de 11,3 pour cent, surpasse la Rive-Nord et la Rive-Sud à la fin de la période, pour se placer, avec un taux de 16,7 pour cent, au troisième rang derrière les francophones de Laval et de la MRC Champlain.

Cette vue d'ensemble des migrations interrégionales des périodes quinquennales 1981-1986 et 1986-1991 basée sur les pertes régionales nous amène maintenant à considérer, en plus des pertes, les gains de chaque région, et à calculer des soldes.

GAINS, PERTES ET SOLDES MIGRATOIRES

On trouvera au tableau 3 les gains, les pertes et les soldes migratoires de la population francophone des six régions du

TABLEAU 3 — Gains, pertes et soldes migratoires internes des personnes (5 ans et plus) de langue d'usage française (déclarations uniques), Québec et régions, 1981-1986 et 1986-1991

Période quinquen- nale et région	Gains		Pertes ^a		Soldes positifs		Soldes négatifs	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1981-1986								
CUM	101 795	30,6	101 400	30,5	395	0,8		
Laval	32 795	9,9	22 795	6,9	10 000	19,0		
Rive-Nord	43 450	13,1	26 870	8,1	16 580	31,6		
MRC Champl.	37 595	11,3	27 210	8,2	10 385	19,8		
Rive-Sud	42 850	12,9	27 670	8,3	15 180	28,9		
Reste du Qc	74 260	22,3	126 800	38,1			52 540	100,0
Total	332 745	100,0	332 745	100,0	52 540	100,0	52 540	100,0
1986-1991								
CUM	92 150	21,4	160 215	37,2			68 065	98,1
Laval	41 060	9,5	42 355	9,8			1 295	1,9
Rive-Nord	76 280	17,7	36 245	8,4	40 035	57,7		
MRC Champl.	41 435	9,6	39 290	9,1	2 145	3,1		
Rive-Sud	62 655	14,5	40 140	9,3	22 515	32,5		
Reste du Qc	117 425	27,2	112 760	26,2	4 665	6,7		
Total	431 005	100,0	431 005	100,0	69 360	100,0	69 360	100,0

Source : Statistique Canada, 1995a et 1995b.

a. Cette colonne reprend certaines données du tableau 2 (colonne « migrants ») en lui ajoutant la répartition (en pourcentage) régionale.

Québec pour les lustres 1981-1986 et 1986-1991. De plus, nous y présentons la répartition régionale, en pourcentage, de ces trois paramètres, en plaçant les soldes positifs et les soldes négatifs sur des groupes de colonnes distinctes.

D'emblée, on peut remarquer que seul l'extérieur de la RMR a un solde négatif de ses migrants francophones au cours de la période quinquennale 1981-1986. L'extérieur de la RMR a en effet perdu plus de 52 500 francophones en faveur de la RMR de Montréal en cinq ans. L'attraction de la région métropolitaine de Montréal sur le reste du territoire du Québec est observée depuis très longtemps (Desrosiers et al., 1978 : 34; Termote et Gauvreau, 1988 : 189). On la remarque encore au début des années 1980 sur la population d'expression française.

En corollaire à l'observation précédente, les cinq sous-régions de la RMR de Montréal sont toutes gagnantes relativement aux échanges migratoires de francophones. Puisque les migrations

interrégionales conduisent pour l'ensemble du Québec à une somme nulle, les cinq régions montréalaises gagnent au total ce que l'extérieur de la RMR a perdu de 1981 à 1986. La Rive-Nord et la Rive-Sud obtiennent ensemble un peu plus de 60 pour cent du solde positif francophone, solde qu'elles se partagent à peu près également (gain net de près de 16 600 francophones pour la première et de près de 15 200 pour la seconde). Laval et la MRC Champlain se partagent aussi presque également près de 40 pour cent du solde positif des 5 régions montréalaises, avec des gains nets de 10 000 francophones ou un peu plus.

Observons enfin que le solde de la CUM n'est positif durant cette période quinquennale que par une faible marge. En effet, avec un gain net de moins de 400 personnes d'expression française, la CUM est la région qui a le moins profité des soldes positifs francophones de la RMR de Montréal (0,8 pour cent seulement). Toutefois, la CUM est le théâtre d'un chassé-croisé important de migrations des francophones d'une région à une autre. En effet, tant pour ses gains que pour ses pertes, on compte plus de 100 000 francophones qui sont entrés dans l'Île-de-Montréal et autant qui en sont sortis, pour un total de plus de 203 000 francophones qui ont migré. Plus de 30 pour cent des francophones du Québec de 5 ans et plus qui ont changé de région de résidence entre 1981 et 1986 sont montréalais, ce qui est nettement plus que le poids des Montréalais d'expression française (19 pour cent) dans la population francophone du Québec au recensement de 1986 (Statistique Canada, 1995a).

Ce que nous venons de décrire pour les francophones de la période quinquennale 1981-1986 vaut également pour les allophones. En effet, seul l'extérieur de la RMR de Montréal est perdant en faveur des cinq sous-régions de la RMR, surtout Laval (63 pour cent). Dans le cas des anglophones, Laval se joint à l'extérieur de la RMR comme région perdante. L'Île-de-Montréal prend plus de la moitié des gains migratoires des quatre régions gagnantes (54 pour cent) (Paillé, 1999 : 69-71, 74-76).

Le recensement de 1991 révèle un changement profond dans les comportements migratoires interrégionaux de la fin des années 1980 pour les personnes de langue d'usage française. D'une part, la Communauté urbaine de Montréal et Laval deviennent, au cours du lustre 1986-1991, des régions perdantes; d'autre part, l'extérieur de la RMR passe du côté des régions dont le solde migratoire francophone est positif.

Tandis que Laval accuse un solde négatif de près de 1300 personnes parlant habituellement le français à la maison, la Commu-

nauté urbaine de Montréal, quant à elle, déclare une perte nette de plus de 68 000 francophones, soit plus de 98 pour cent du solde migratoire négatif de la période quinquennale des deux îles. La CUM assume donc plus que sa quote-part du déficit migratoire net des francophones des deux îles, car l'on dénombrait, en 1991, 4 francophones montréalais pour 1 francophone lavallois. Les pertes nettes de la CUM relativement à sa population d'expression française sont le résultat simultané d'une augmentation de 58 pour cent du nombre des départs et d'une baisse de 9,5 pour cent de celui des nouvelles entrées. Plus de 37 pour cent des migrants francophones interrégionaux du Québec étaient des Montréalais alors qu'ils ne comptaient que pour 17,6 pour cent des francophones de 5 ans et plus recensés en 1991 (Statistique Canada, 1995b).

Observons que Laval a connu de 1986 à 1991 une situation de quasi-compensation avec une récupération de 41 060 francophones contre des pertes de 42 355. Laval reproduit donc, à la fin des années 1980, le modèle de la CUM du début de la décennie.

Du côté des régions gagnantes, la Rive-Nord et la Rive-Sud ont obtenu à elles seules plus de 90 pour cent du solde net positif des locuteurs francophones. C'est la Rive-Nord qui profite le plus des mouvements migratoires francophones puisqu'elle couvre près de 58 pour cent des soldes positifs avec un gain net de plus de 40 000 personnes de langue d'usage française, gain net 2,4 fois plus important qu'au cours de la période quinquennale précédente. Vient ensuite la Rive-Sud, qui gagne 32,5 pour cent des soldes positifs. Dans ce cas, le gain net augmente pour passer de 15 200 à plus de 22 500 personnes faisant usage du français au foyer. Ce que Louis Duchesne (1993 : 90-91) a observé pour l'ensemble de la population des régions administratives des Laurentides, de Lanaudière et de la Montérégie est donc également vrai pour les francophones d'une partie de ces régions.

Bien qu'un plus grand nombre de francophones aient choisi d'élire domicile dans la MRC Champlain au cours du lustre 1986-1991 que lors du lustre précédent (plus de 41 400 comparativement à 37 600), le solde migratoire net de cette région est moindre à cause de pertes plus importantes (39 300 au lieu de 27 200). En somme, le va-et-vient des francophones dans le cas de cette municipalité régionale de comté ne donne un solde net que de 2 145 francophones en 1991 comparativement à 10 385 en 1986.

Enfin, le tableau 3 montre un léger gain net du nombre de francophones à l'extérieur de la RMR de Montréal (4665). Compte

tenu de la taille de la population susceptible de migrer à partir de cette vaste région en direction de la RMR de Montréal, ce très minime gain contraste d'autant plus nettement qu'on le compare aux pertes nettes très importantes de la période 1981-1986, signalées plus haut. Est-ce là le début d'une nouvelle tendance lourde ? Nous ne pouvons pour le moment répondre à cette question.

Pour ce second lustre des années 1980, l'Île-de-Montréal a également vu ses populations anglophones et allophones perdre de leurs effectifs. Mais dans le cas des allophones, on note aussi des pertes pour l'extérieur de la RMR pour un deuxième lustre de suite. Contrairement aux francophones lavallois, les autres groupes linguistiques de cette ville-région sont gagnants dans leurs échanges migratoires interrégionaux. C'est d'ailleurs Laval qui prend la part du lion des quatre régions gagnantes chez les allophones (62 pour cent). Dans le cas des anglophones, c'est plutôt la Rive-Sud (70 pour cent) (Paillé, 1999 : 71-73, 76-78).

RÉGIONS D'ORIGINE ET RÉGIONS DE DESTINATION

Bien que nous ayons quadrillé le Québec en six régions seulement, il n'en demeure pas moins que l'examen des flux migratoires selon l'origine et la destination génère beaucoup d'informations statistiques. Partant de six régions, les migrants ont le choix de cinq régions de destination, ce qui donne, abstraction faite des totaux, 30 effectifs par lustre (tableau 4 pour les nombres absolus). Nous procéderons par région d'origine. Pour chacune d'elles, la répartition des migrants en nombres relatifs est faite selon les régions de destination (tableau 5).

En provenance de la CUM

Au cours du lustre 1981-1986, les francophones qui ont quitté la Communauté urbaine de Montréal à destination d'une autre région du Québec ont majoritairement opté pour la périphérie de la région de Montréal (près de 60 pour cent). Le tiers des migrants s'est dirigé vers le nord (Laval et Rive-Nord), tandis qu'un peu plus du quart a préféré le sud de la couronne montréalaise (MRC Champlain et Rive-Sud). C'est la Rive-Nord qui a accaparé la plus large part, avec 17,6 pour cent, tandis que la MRC Champlain a attiré le moins grand nombre de Montréalais francophones, avec 11,7 pour cent.

TABLEAU 4 — Migrants internes (5 ans et plus) de langue d'usage française (déclarations uniques) selon la région d'origine et la région de destination, Québec, 1981-1986 et 1986-1991

Période quinquennale et région de destination	Région d'origine						Total
	CUM	Laval	R-Nord	MRC C	R-Sud	R du Qc	
1981-1986							
CUM	0	9 110	11 460	8 755	9 975	62 495	101 795
Laval	16 340	0	4 690	770	735	10 260	32 795
Rive-Nord	17 845	6 470	0	1 260	1 080	16 795	43 450
MRC Champlain	11 825	700	605	0	6 075	18 390	37 595
Rive-Sud	14 450	985	975	7 580	0	18 860	42 850
Reste du Qc	40 940	5 530	9 140	8 845	9 805	0	74 260
Total	101 400	22 795	26 870	27 210	27 670	126 800	332 745
1986-1991							
CUM	0	11 360	10 620	8 750	11 495	49 925	92 150
Laval	23 670	0	6 045	1 010	1 510	8 825	41 060
Rive-Nord	36 265	18 180	0	1 895	2 355	17 585	76 280
MRC Champlain	16 665	1 295	940	0	7 095	15 440	41 435
Rive-Sud	24 335	1 630	1 725	13 980	0	20 985	62 655
Reste du Qc	59 280	9 890	16 915	13 655	17 685	0	117 425
Total	160 215	42 355	36 245	39 290	40 140	112 760	431 005

Source : Statistique Canada, 1995a et 1995b.

Cet étalement urbain des francophones montréalais s'est accentué à la période quinquennale suivante. En effet, outre qu'ils étaient plus nombreux en nombres absolus, 63 pour cent des Montréalais d'expression française qui ont quitté la CUM ont préféré la périphérie aux autres régions du Québec. Pour un second lustre, le nord a davantage été préféré (37,4 pour cent) au sud (25,6 pour cent). De plus, la Rive-Nord, destination privilégiée au sein de la couronne montréalaise au cours des années 1981-1986, a davantage attiré les Montréalais francophones durant la période 1986-1991, avec une proportion de 22,6 pour cent des migrants. Bien que la MRC Champlain ait accueilli plus de francophones en provenance de la CUM à la fin des années 1980 qu'au début de cette décennie (16 665 au lieu de 11 825), elle a été relativement moins attirante, avec seulement 10,4 pour cent des migrants.

Enfin, notons un petit changement : Laval venait au deuxième rang des quatre sous-régions de la couronne montréalaise comme choix des Montréalais francophones au début des années 1980; elle glisse au troisième rang à la fin de la décennie, laissant sa place à la Rive-Sud.

TABLEAU 5 — Choix relatif (%) de la région de destination des migrants internes (5 ans et plus) de langue d'usage française pour chacune des régions d'origine, Québec, 1981-1986 et 1986-1991

Période quinquennale et région de destination	Région d'origine					
	CUM	Laval	R-Nord	MRC C	R-Sud	R du Qc
1981-1986						
CUM	0,0	40,0	42,6	32,2	36,0	49,3
Laval	16,1	0,0	17,5	2,8	2,7	8,1
Rive-Nord	17,6	28,4	0,0	4,6	3,9	13,2
MRC Champlain	11,7	3,1	2,3	0,0	22,0	14,5
Rive-Sud	14,3	4,3	3,6	27,9	0,0	14,9
Reste du Québec	40,4	24,3	34,0	32,5	35,4	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986-1991						
CUM	0,0	26,8	29,3	22,3	28,6	44,3
Laval	14,8	0,0	16,7	2,6	3,8	7,8
Rive-Nord	22,6	42,9	0,0	4,8	5,9	15,6
MRC Champlain	10,4	3,1	2,6	0,0	17,7	13,7
Rive-Sud	15,2	3,8	4,8	35,6	0,0	18,6
Reste du Québec	37,0	23,4	46,7	34,8	44,1	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : tableau 4.

En provenance de Laval

Quatre Lavallois francophones sur dix ayant migré entre 1981 et 1986 à l'intérieur du Québec ont élu domicile dans l'Île-de-Montréal. Viennent ensuite ceux qui ont préféré se diriger plus au nord : ils représentaient 28,4 pour cent des migrants lavallois de langue française. En somme, un peu plus des deux tiers des émigrants francophones de Laval se sont déplacés vers l'une des deux régions limitrophes de celle-ci.

On remarque au tableau 5 que très peu de Lavallois d'expression française se sont déplacés au-delà de la Communauté urbaine de Montréal pour aller vivre plus au sud, soit dans la MRC Champlain (3,1 pour cent), soit dans une municipalité de la Rive-Sud (4,3 pour cent). Par contre, près du quart (24,3 pour cent) sont sortis de la région métropolitaine de Montréal; il se pourrait cependant que la plupart d'entre eux se soient dirigés tout juste au-delà de la Rive-Nord, accentuant ainsi l'étendue du phénomène de l'étalement urbain. Sur cette question, Beaudet et Lewis (1998 : B3) supposent une expansion allant « jusqu'aux

environs de Saint-Jérôme (Lafontaine, Bellefeuille, Sainte-Sophie) » ainsi que vers Lavaltrie et L'Épiphanie plus à l'est.

Les choix de destination des francophones de Laval qui ont migré à la fin des années 1980 ressemblent à ceux observés pour la période quinquennale 1981-1986, sauf que l'on doit remarquer une inversion. En effet, la CUM et la Rive-Nord changent de position dans l'attraction qu'elles exercent sur les Lavallois de langue française puisque près de 43 pour cent ont opté pour la région située plus au nord, et moins de 27 pour cent pour la Communauté urbaine de Montréal. Cette inversion, jumelée à l'augmentation absolue des départs de Laval (de 22 795 à 42 355 : voir le tableau 4), contribue davantage à l'étalement géographique des francophones autour des îles de Montréal et Jésus.

En provenance de la Rive-Nord

En provenance de la Rive-Nord, 42,6 pour cent des francophones qui ont migré entre 1981 et 1986 ont choisi la CUM comme nouveau lieu de résidence, tandis qu'un peu plus du tiers ont déménagé à l'extérieur de la région de Montréal, probablement un peu plus au nord pour la plupart. Vient ensuite Laval, au troisième rang des régions choisies, avec 17,5 pour cent des migrants francophones de la Rive-Nord. Enfin, les deux sous-régions situées au sud du Saint-Laurent ont fort peu attiré les Québécois de langue d'usage française qui demeuraient sur la Rive-Nord en 1981.

En ce qui a trait aux mouvements migratoires de la période quinquennale 1986-1991, on note un seul changement majeur dans le comportement des francophones qui sont partis de la Rive-Nord. La deuxième partie du tableau 5 montre bien que la Communauté urbaine de Montréal a perdu pour ces derniers beaucoup d'attrait (choisie par seulement 29,3 pour cent d'entre eux), bien que le recul en nombres absolus soit minime (de 11 460 à 10 620); cela s'est fait en faveur de l'extérieur de la RMR, qui a accueilli 46,7 pour cent des migrants interrégionaux francophones. Là encore, on peut supposer que des localités situées au nord de la couronne métropolitaine de Montréal ont incité davantage de francophones à s'éloigner toujours plus du centre élargi de la RMR de Montréal.

En provenance de la MRC Champlain

Durant la période quinquennale 1981-1986, les francophones de la MRC Champlain qui ont émigré vers une autre région du

Québec se sont répartis à peu près également entre la CUM et l'extérieur de la RMR (plus de 32 pour cent dans les deux cas). La Rive-Sud suit de près, avec un peu moins de 28 pour cent des migrants. Si l'on suppose que ceux qui sont partis à destination de l'extérieur de la RMR se sont dirigés pour la plupart plus au sud et plus à l'est au sein de la Montérégie, vers Saint-Luc ou Verchères par exemple (Beaudet et Lewis, 1998 : B3), on aurait là une illustration supplémentaire de l'étendue du phénomène de l'étalement urbain.

Au lustre suivant, l'étalement urbain s'accroît davantage. En effet, bien que l'Île-de-Montréal ait accueilli le même nombre de personnes d'expression française (8750), une proportion beaucoup moindre a quitté la MRC Champlain dans sa direction (22,3 pour cent au lieu de 32,2 pour cent), tandis que la Rive-Sud et l'extérieur de la RMR ont attiré plus du tiers de ces migrants chacun. Dans le cas de la Rive-Sud, il s'agit d'un saut de 27,9 pour cent à 35,6 pour cent.

En provenance de la Rive-Sud

Les mouvements migratoires francophones quinquennaux à partir de la Rive-Sud témoignent aussi d'un accroissement de l'étalement urbain survenu au cours des années 1980. On observe au tableau 5 que, si la Communauté urbaine de Montréal s'était attiré 36 pour cent des migrants de 1981 à 1986, elle n'a accueilli que 28,6 pour cent des migrants interrégionaux de la période 1986-1991. La destination privilégiée des francophones de ce second lustre est l'extérieur de la RMR, qui reçoit 44,1 pour cent des émigrants, en comparaison avec les 35,4 pour cent observés à la période précédente.

Notons aussi que les francophones de la MRC Champlain et de la Rive-Sud de Montréal sont tout aussi peu enclins à migrer à Laval et sur la Rive-Nord que les francophones de ces deux régions ne sont attirés par la partie sud de la couronne métropolitaine de Montréal.

Un mot sur les échanges entre la CUM et la couronne métropolitaine de Montréal. Les données du tableau 5 montrent très bien que la CUM perd dans ses échanges migratoires francophones avec sa couronne, et que les pertes sont plus nombreuses à la fin des années 1980. De fait, les francophones de l'Île-de-Montréal ont perdu près de 60 500 personnes en faveur de la couronne de 1981 à 1986 et plus de 100 900 au lustre suivant (tableau 4). La compensation assumée partiellement par les

mouvements migratoires effectués en sens inverse a fortement chuté : elle est passée de 65,0 pour cent au début de la décennie à seulement 41,8 pour cent à la fin.

En provenance de l'extérieur de la RMR

En ce qui concerne les migrations interrégionales des francophones demeurant à l'extérieur de la région métropolitaine de Montréal, leur premier choix se fait nettement en faveur de la Communauté urbaine de Montréal. Il y a cependant une perte relative de cinq points entre 1981-1986 (49,3 pour cent) et 1986-1991 (44,3 pour cent), constat très visible en nombres absolus (recul de 62 500 à moins de 50 000). Ce changement relatif d'une période quinquennale à l'autre s'est fait en faveur de la Rive-Sud d'abord (gain de 3,7 points de pourcentage) et de la Rive-Nord ensuite (gain de 2,4 points); par contre, Laval et la MRC Champlain ont attiré un peu moins de migrants à la fin de la décennie qu'au début.

Ainsi, puisque l'on préfère davantage les deux rives à Laval et à la MRC Champlain, il est possible de conclure que les migrations en provenance de l'extérieur de la région métropolitaine de Montréal ont elles aussi contribué à agrandir l'étendue de l'étalement des francophones autour de l'Île-de-Montréal. Il est donc abusif de ne parler que des migrations des francophones en provenance de la CUM lorsque l'on fait état de la croissance de la population francophone de la couronne.

CONCLUSION

Les migrations interrégionales au Québec durant les années 1980 ont connu une progression de la première à la seconde moitié de la décennie, du moins chez les personnes dont la langue habituellement parlée à la maison est le français. En effet, au cours de la période quinquennale 1981-1986, le nombre de migrants francophones (résultants survivants) a été de 332 700, pour un taux de 7,0 pour cent de la population susceptible de migrer. Durant le lustre 1986-1991, leur nombre a augmenté pour atteindre 431 000, soit 8,4 pour cent de la population d'expression française. Ces migrations ont été mesurées à partir d'un découpage du territoire québécois en six régions, dont cinq couvrant la RMR de Montréal.

De 1981 à 1986, les cinq composantes de la RMR de Montréal ont toutes connu un solde migratoire positif. Si l'Île-de-Montréal

n'est gagnante que par une faible marge de 400 personnes — résultat d'un gain de 101 800 francophones contre des pertes de 101 400 —, la Rive-Nord et la Rive-Sud par contre prennent plus de 60 pour cent du solde positif de la RMR.

Durant la période quinquennale 1986-1991, tout change. On observe d'abord qu'il n'y a plus compensation migratoire dans l'Île-de-Montréal; elle connaît plutôt un déficit important de plus de 68 000 francophones. On observe ensuite que Laval perd un peu plus (42 400) qu'elle ne gagne (41 100) en provenance des autres régions, ce qui contraste nettement par rapport aux gains nets de 10 000 francophones du lustre 1981-1986. De plus, la MRC Champlain voit son solde positif de 10 400 du début de la décennie fondre jusqu'à 2 100 à la fin.

C'est la Rive-Nord qui profite davantage de cette nouvelle situation, voyant passer son solde positif de 16 600 du premier lustre à un solde de plus de 40 000 francophones à la période quinquennale suivante. Le solde migratoire positif des francophones de la Rive-Sud passe quant à lui de 15 200 à 22 500. En somme, la Rive-Nord et la Rive-Sud recueillent ensemble plus de 90 pour cent du solde positif des 4 régions gagnantes, laissant loin derrière elles la MRC Champlain et l'extérieur de la RMR, cette dernière grande région ayant cessé — serait-ce le début d'une nouvelle tendance lourde ? — de perdre des francophones à l'avantage de la RMR de Montréal.

Les pertes francophones de l'Île-de-Montréal en faveur des banlieues amènent une concentration des écoliers de langue française sur la Rive-Nord et sur la Rive-Sud et privent de leur présence les écoles françaises de l'île, qui accueillent la grande majorité des enfants immigrants ou issus de familles immigrées. Les fichiers administratifs du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) montrent clairement l'affaiblissement de l'Île-de-Montréal au sein de la région. Au cours de l'année scolaire 1980-1981, 33,8 pour cent des écoliers de langue d'usage française de la région métropolitaine ¹² demeuraient dans l'île; dix ans plus tard, leur pourcentage avait glissé à 27,2. Au demeurant, cette tendance à la baisse se poursuit, car en 1995-1996 le poids des écoliers francophones de la région de Montréal qui demeuraient dans l'Île-de-Montréal était de 25,4 pour cent (MEQ).

¹² Il s'agit ici d'une région plus vaste que la RMR définie par Statistique Canada. Outre l'archipel, elle comprend les régions administratives scolaires de la Montérégie, des Laurentides et de Lanaudière.

Les données par groupes d'âge montrent que l'Île-de-Montréal perd sa jeunesse francophone (Paillé, 1999 : 78-84). En effet, bien que l'Île-de-Montréal ait connu un léger solde positif durant la période quinquennale 1981-1986, elle a accusé des pertes nettes de 3100 jeunes âgés de 5 à 14 ans révolus, ou 3,2 pour cent des effectifs. Durant la période suivante, les pertes nettes dans ce groupe d'âge ont augmenté pour atteindre 14 700, soit 15,3 pour cent. La couronne métropolitaine dans son ensemble profite des mouvements migratoires intérieurs des jeunes d'âge scolaire, avec des gains nets de 8500 pour la première période et de plus de 11 100 pour la seconde. C'est la Rive-Nord qui compte les gains nets les plus importants (3300 et 7300), suivie en cela de la Rive-Sud (2900 et 4300).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BEAUDET, Gérard, et Paul LEWIS. 1998. « L'improbable métropole du Québec », *La Presse*, 2 décembre : B3.
- COLLIN, Jean-Pierre, et Jaël MONGEAU. 1992. « Quelques aspects démographiques de l'étalement urbain à Montréal de 1971 à 1991 et leurs implications pour la gestion de l'agglomération », *Cahiers québécois de démographie*, 21, 2 : 5-30.
- CISLF (Comité interministériel sur la situation de la langue française). 1996. *Le Français langue commune. Enjeu de la société québécoise. Bilan de la situation de la langue française au Québec en 1995*. Québec, ministère de la Culture et des Communications, xii, 319 p.
- CÔTÉ, Marcel. 1990. *Un cadre d'analyse pour le comité ministériel permanent de développement du Grand Montréal*. [Montréal], SECOR, 51 p.
- DESROSIERS, Denise, Joel W. GREGORY et Victor PICHÉ. 1978. *La Migration au Québec : synthèse et bilan bibliographique*. [Montréal], ministère de l'Immigration, 106 p.
- DUCHESNE, Louis. 1993. *Statistiques démographiques. La situation démographique au Québec, édition 1993*. Québec, Les Publications du Québec, 221 p.
- GTMR (Groupe de travail sur Montréal et sa région). 1993. *Montréal une ville région. Efficace, prospère, vibrante; à vocation internationale; au service de ses citoyens*. Québec, ministère des Affaires municipales, iii [sic]-147 p.
- MEQ (Ministère de l'Éducation du Québec). Diverses années. « Élèves à temps plein et à temps partiel du secteur des jeunes du réseau public selon l'ordre d'enseignement, la langue d'enseignement et la langue habituellement parlée à la maison ». Québec, données informatisées non publiées.

- MCC (Ministère de la Culture et des Communications). 1996. *Le Français langue commune. Promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec. Proposition de politique linguistique*. Québec, MCC, 77 p.
- PAILLÉ, Michel. 1996. « La migration des Montréalais francophones vers la banlieue : les faits », *Bulletin du Conseil de la langue française*, 13, 2 : 7-8.
- PAILLÉ, Michel. 1999. *Migrations interrégionales des groupes linguistiques au Québec*. Québec, Conseil de la langue française, xx, 182 p.
- PRESSAT, Roland. 1979. *Dictionnaire de la démographie*. Paris, Presses universitaires de France, vi, 295 p.
- STATISTIQUE CANADA. 1989. *Rétention et transfert linguistiques*. Recensement du Canada de 1986, Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, no 93-153 au catalogue.
- STATISTIQUE CANADA. 1992a. *Le Recensement de 1991 en bref*. Ottawa, Industrie, Science et Technologie Canada, no 92-305F au catalogue, vi, 218 p.
- STATISTIQUE CANADA. 1992b. *Langue parlée à la maison et langue maternelle*. Recensement du Canada de 1991, Ottawa, Industrie, Science et Technologie Canada, no 93-317 au catalogue.
- STATISTIQUE CANADA. 1993. *Mobilité et migration : Le pays*. Recensement du Canada de 1991, Ottawa, Industrie, Science et Technologie Canada, no 93-322 au catalogue.
- STATISTIQUE CANADA. 1995a. « Population de 5 ans et plus selon la langue maternelle, la langue parlée à la maison, le lieu de naissance, le lieu de résidence 5 ans auparavant et le groupe d'âge ». Tableau personnalisé, recensement de 1986, dossier CO-0206, tableau 4.
- STATISTIQUE CANADA. 1995b. « Population de 5 ans et plus selon la langue maternelle, la langue parlée à la maison, le lieu de naissance, le lieu de résidence 5 ans auparavant et le groupe d'âge ». Tableau personnalisé, recensement de 1991, dossier CO-0206, tableau 3.
- STATISTIQUE CANADA. 1996. *Statistiques démographiques trimestrielles*. Ottawa, Industrie, Science et Technologie Canada, no 91-002-XPB au catalogue, 10, 3 : 17 p.
- TERMOTE, Marc. 1994. *L'Avenir démolinguistique du Québec et de ses régions*. Québec, Conseil de la langue française, xv, 266 p.
- TERMOTE, Marc et Danielle GAUVREAU. 1988. *La Situation démolinguistique du Québec*. Québec, Conseil de la langue française, xxi-292 p.